



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER

## Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Métropolitain de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés et mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### *I. Créations de postes permanents.*

Un poste est proposé en création nette. Quatorze postes sont proposés pour acter des évolutions de postes (transformation, évolution du temps de travail et pérennisation d'agents en mobilité contrainte) dont les suppressions correspondantes vous seront présentées lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Mission action extérieure et relations et relations internationales : un poste à temps complet dans le cadre de la transformation du cadre d'emplois du poste. En l'absence de Comité Social Territorial, la suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle biodiversité paysages, agroécologie et alimentation, trois postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation :

- Un poste pour permettre de doter le pôle de moyens supplémentaires ;
- Un poste pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte ;
- Un poste pour faire évoluer le cadre d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, la suppression correspondante vous sera soumise lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle culture et patrimoine : quatre postes permanents à temps non complet pour tenir compte de l'augmentation du temps de travail pour des assistants d'enseignement artistique. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle déchets et cycle de l'eau : six postes à temps complet dans le cadre du projet de réorganisation et pour faire évoluer les cadres d'emplois. En l'absence de Comité Social Territorial, les suppressions correspondantes vous seront soumises lors d'un prochain Conseil de Métropole.

Pôle ressources humaines : un poste à temps complet pour permettre la pérennisation d'un agent en mobilité contrainte.

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les quinze postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

## ***II. Mises en conformité***

Il est proposé la mise en conformité de trois postes au Pôle culture et patrimoine et d'un poste au Pôle moyens généraux tels que présentés en annexe 2.

## ***III. Création de postes non permanents (contrats de projet)***

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Deux postes sont créés au Pôle patrimoine immobilier et sobriété énergétique. Il s'agit de deux postes de catégorie A de la filière technique (ingénieur en chef), afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit de concevoir et suivre les chantiers de construction. Les agents devront justifier d'un diplôme d'architecte. Les agents assureront à temps non complet :

- Les fonctions d'ingénieur thermicien à raison de 17 heures 50 hebdomadaire pour le premier poste ;
- Les fonctions d'ingénieur structures à raison de 14 heures hebdomadaire pour le second poste.

Un poste est créé au Pôle déchets et cycle de l'eau. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière technique (ingénieur) afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit d'effectuer les études et de piloter des actions pour le contrat grand cycle de l'eau Lez et Mosson.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des suppressions de postes citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-236550-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Créations.pdf

- Annexe 2 MEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.